

Rapport politique succinct

Rabat, le 21 Mai 2007

Élections parlementaires en Algérie : les citoyens préfèrent rester chez eux.

Les élections parlementaires en Algérie n'ont surpris personne. Les résultats, tout comme le taux de participation extrêmement faible, avaient été prévus par tous les observateurs. Comme prévu donc, la coalition en place constituée du FLN, du RND et du MSP est sortie gagnante du scrutin. Avec 249 des 389 députés, la coalition tripartite de l'«alliance présidentielle » obtient à nouveau une nette majorité à l'Assemblée nationale algérienne, malgré quelques pertes. Au sein de l'alliance, les rapports de force sont modifiés : le FLN (« Front de Libération nationale »), ancien parti d'Etat, représenté par l'actuel premier ministre, Abdelaziz Belkhadem, perd 63 sièges et n'a donc plus la majorité absolue ; les deux partis de la coalition, le RND (parti de l'ancien premier ministre, M. Ouyahia) et le MSP (parti islamiste modéré), gagnent quelques sièges. L'opposition est divisée : le Parti des Travailleurs (PT) de Louisa Hanoune obtient 26 sièges, et le RCD, dominé par la minorité kabyle, en obtient 19 ; des candidats indépendants ont réussi à obtenir 33 mandats, le reste des sièges se partage entre différents petits partis.

La législature est de 5 ans en Algérie. Les députés sont élus au suffrage proportionnel, la voix chaque citoyen compte donc pour une liste dans son département. Ce système a malheureusement pour effet que la proportion de femmes à l'Assemblée nationale n'a pas pu atteindre des scores très élevés, comme elles obtiennent rarement de bons classements sur les listes dans chaque département.

Résultats des élections de 2007

	Élections de 2007 Sièges
FLN	136
RND	61
MSP	52
PT	26
RCD	19
Indépendants	33
Autres partis	62

Source : Ministère de l'Intérieur algérien (www.legislatives2007.dz)

Le taux de participation n'a été que de 35,5%, soit inférieur de 10% à celui de 2002, déjà très faible (environ 46%). Les Algériens ont donc ignoré les injonctions répétées du Gouvernement et des partis politiques à participer « massivement » aux élections. Le taux de participation a connu les plus faibles scores dans les grandes villes et en Kabylie (région à l'Est d'Alger). Selon les chiffres officiels, le taux de participation n'a atteint que 18,41% dans la capitale, Alger. Ce chiffre est encore inférieur dans les deux régions kabyles de Tizi Ouzou (16,14%) et Bejaia (17,77%). Inversement, dans nombre de régions traditionnelles et rurales, la participation a dépassé le seuil de 50%.

L'abstention massive ne doit pourtant pas être attribuée aux récents appels au boycott émanant du groupe terroriste Al-Qaida. Les Algériens ont plutôt exprimé par ce biais leur rejet de la classe politique

au pouvoir. Cette dernière est considérée comme très éloignée des préoccupations quotidiennes des citoyens, et les députés sont considérés comme inutiles et trop bien payés. La plupart des Algériens sont en outre persuadés que les décisions vraiment importantes ne sont pas prises par le Gouvernement ou le Parlement, mais par des structures parallèles invisibles. Aussi, l'état de santé du Président Abdelaziz Bouteflika, réélu en 2004, et les rumeurs sur les premières prises de position autour de sa succession suscitent beaucoup plus d'intérêt.

L'abstention des Algériens hypothèque sérieusement la légitimité d'un nouveau gouvernement, quel qu'il soit, et reflète la fracture entre politique et société. Par ailleurs, le Gouvernement est accusé de fraude électorale. La Commission nationale de surveillance des élections législatives (CNPSEL) a bien constaté quelques cas de fraude, mais en précisant qu'ils n'avaient pas d'influence sur le résultat final.

Les élections se sont déroulées dans le contexte des récents attentats du groupe terroriste « Al-Qaida au Maghreb arabe » (ex-GSPC). Les attentats-suicides qui ont ensanglanté Alger le 11 avril 2007, touchant le Palais du Gouvernement et un commissariat, ont démontré la capacité de nuisance de cette organisation terroriste. Un jour avant les élections, le 16 mai, un attentat à Constantine, dans l'Est du pays, s'est soldé par un mort et plusieurs blessés. Selon les experts, le Maghreb, et notamment l'Algérie, sera prochainement au centre du terrorisme international. Les récentes attaques sont dangereuses pour l'Algérie dans leurs répercussions, mais elles contribuent aussi à faire perdurer à l'étranger une image négative de l'Algérie née dans les années 1990, marquées par des affrontements sanglants. Cette image négative constitue un danger pour l'intégration du pays dans l'économie mondiale, mais aussi pour le développement politique et social de l'Algérie, car la menace terroriste permanente contribue à perpétuer le traumatisme des « années noires ». Cependant, dans ce contexte, il est important de souligner que selon la plupart des observateurs, le terrorisme ne constitue pas une menace pour la stabilité du pays.

L'Algérie a atteint beaucoup d'objectifs ces dernières années, le pays apparaît relativement stable à l'issue des « années sanglantes ». En outre, les recettes élevées du secteur énergétique (gaz et pétrole) ont largement rempli les caisses de l'Etat. Les moyens sont là pour des investissements urgents en termes d'infrastructures. Pour l'avenir du pays et la politique de réconciliation nationale menée par le Président Bouteflika, l'enjeu décisif sera de renforcer la confiance des Algériens dans l'Etat et ses institutions et de consolider les réformes. L'Algérie ne peut y parvenir qu'en renforçant la politique de démocratisation et d'ouverture, et en s'attellant à résoudre les problèmes quotidiens tels que le chômage, les déficits en termes d'infrastructures et les pénuries de logements. C'est à l'aune de ces enjeux que les Algériens vont juger le nouveau Gouvernement.